

DEPUIS L'APPARITION DU TERRORISME

Alger : un an sans attentat

Le dernier attentat terroriste perpétré dans la capitale remonte au 11 décembre 2007. Il s'agit du double attentat à la voiture piégée ayant ciblé les sièges de l'ONU et du Conseil constitutionnel sis, respectivement, à Hydra et à El-Biar. Quelques mois plus tard, le département de l'intérieur annonce le démantèlement du réseau du GSPC activant dans l'Algérois. Un an après, jour pour jour, aucun acte terroriste n'a été enregistré au niveau de la capitale.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Jamais depuis le début de la violence terroriste, la capitale n'a enregistré une aussi longue «accalmie» sécuritaire.

Selon des spécialistes de la question terroriste, cet état de fait est «la conséquence de la nouvelle stratégie de lutte anti-terroriste mise sur pied par les pouvoirs publics au lendemain des attentats du 11 décembre 2007».

Une idée confortée par une source sécuritaire, qui a indiqué pour sa part que «la contre-attaque contre les réseaux du GSPC a été

menée au niveau des maquis où sont signalés les terroristes».

«L'offensive menée par les forces de l'ANP au printemps 2008, ajoutée au démantèlement de tous les réseaux dormants activant dans l'axe Alger-Boumerdès-Tizi Ouzou n'a pas tardé à porter ses premiers fruits».

Résultats : deux mois après les attentats perpétrés contre les sièges de l'ONU et du Conseil constitutionnel, le département de l'intérieur annonce la mise hors d'état de nuire de 18 terroristes, tous des candidats kamikazes poten-



Photo/Archive: New Press

tiels et membres de la cellule du GSPC activant au niveau de la capitale.

Le 28 janvier 2008, Bouzegza Abderahmane, émir de la katiba El-Farouk, est éliminé au cours d'une opération menée par l'armée dans la wilaya de Boumerdès.

Trois mois après, soit en avril 2008, le coordinateur du GSPC dans la région du centre, en l'occurrence Samir Saïoud alias Mossaâb, tombe lui aussi à Boumerdès, plus exactement à Si-

Mustapha, un des fiefs de la zone 2 du GSPC.

Selon notre source, «la nouvelle stratégie de lutte anti-terroriste mise en place depuis une année avait pour principal objectif de frapper la tête du commandement terroriste et couper ainsi toute forme de contact et de liaison avec les autres structures opérant dans les centres urbains».

D'ailleurs, à ce propos, il est important de rappeler que le GSPC s'est doté, en 2006, d'un

nouveau commandement pour Alger, qui, auparavant, dépendait organiquement de la zone 2 et était rattaché à Boumerdès et Tizi-Ouzou.

Ce commandement disposait, à cet effet, d'une gestion autonome qui coordonnait ses opérations avec la direction, basée dans les maquis de Kabylie.

En effet, les attaques successives de Beaulieu (El-Harrach), puis de Réghaïa et Dergana, à

l'est de la capitale, fin octobre 2006, puis celle de Bouchaoui, en décembre 2006, du Palais du gouvernement et Bab-Ezzouar, le 11 avril dernier, et enfin celles des sièges de l'ONU et du Conseil constitutionnel, le 11 décembre 2007, démontrent que depuis la collusion définitive GSPC-Al Qaïda, une nouvelle stratégie pour Alger venait de prendre forme.

Selon les spécialistes de la question sécuritaire, la stratégie fixée par le GSPC pour la capitale consistait en la recherche d'un double impact, politique et médiatique.

Pour les responsables en charge de la sécurité, l'enjeu était de taille. Il fallait agir vite et frapper là où «l'ennemi ne s'attendait guère», d'autant plus que les attentats ont été commis au cœur de la capitale, en plein jour, et ciblant spécialement des institutions de l'Etat.

Question : cette «longue» accalmie signifie-t-elle que les pouvoirs publics ont définitivement réussi à épargner la capitale de la terreur des attentats kamikazes ?

A. B.

IL Y A UNE ANNÉE

Les attentats du 11 décembre replongeaient l'Algérie dans l'horreur

Un bilan lourd, des cibles hautement symboliques, les attentats du 11 décembre 2007 ont replongé l'Algérie dans l'horreur.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - En ciblant le siège du Conseil constitutionnel et une représentation de l'ONU, les terroristes ont frappé fort : 37 morts dont 17 agents de l'ONU et pas moins de 177 blessés ont été enregistrés, selon un bilan officiel. Des kamikazes avaient foncé sur les deux bâtisses causant d'énormes dégâts matériels. A Ben Aknoun, le nouveau siège du Conseil constitutionnel a été sérieusement endommagé. Un bus de transport d'étudiants a été calciné. Des étudiants ont trouvé la mort sans compter les employés de l'institution visée et les nombreux passants. A Hydra, quartier pourtant hautement sécurisé, un camion-citerne a foncé sur le siège de l'ONU. Des employés sont restés bloqués pendant des heures sous les blocs de béton. Improvisant un point de presse quelques heures après les deux

attentats, le ministre de l'Intérieur a provoqué une véritable polémique sur l'identité des personnes mortes. Au moment où l'ONU affirmait avoir perdu plusieurs de ses employés, Zerhouni certifiait qu'aucun étranger ne figurait sur la liste des victimes. Le lendemain, il a évidemment dû se rendre à l'évidence et annoncer que des employés de l'ONU étaient parmi les victimes. La décision de l'ONU de constituer une commission d'enquête a relancé la polémique.

A Ban Ki-moon qui avait évoqué la question, Zerhouni avait répondu que l'ONU réagissait comme «une vierge effarouchée».

Belkhadem lui avait emboîté le pas, estimant que l'Algérie n'avait pas besoin d'une telle ingérence. Après des échanges peu amicaux avec l'institution onusienne, l'Algérie a fini par accepter la mission de l'ONU. Le rapport établi par cette dernière a finalement été en faveur de l'Algérie. Lakhdar Brahimi, à la tête du groupe composé par l'ONU, est arrivé à la conclusion selon laquelle les autorités

algériennes n'étaient pas remises en cause et que c'étaient les employés de l'ONU qui avaient à l'époque sous-estimé les risques terroristes en Algérie. Une année après ces terribles attentats, l'affaire est en cours d'instruction.

La cour d'Alger a, en effet, revendiqué l'affaire des deux attentats d'Alger qui était pendante au tribunal de Bouira et le dossier se trouve en instruction au niveau du pôle judiciaire spécialisé. Le ministre de l'Intérieur avait indiqué que le groupe à l'origine des attentats était composé de quatre personnes, dont deux ont été tuées et les deux autres arrêtées.

Parmi ces éléments, il a cité deux «prétendus émirs». Zerhouni avait indiqué que le démantèlement de ce réseau démontre «l'efficacité certaine et prouvée» de la lutte contre le terrorisme en Algérie «malgré des apparences supposées de la part de certains quant à ce qu'ils considèrent comme des insuffisances des services de sécurité algériens».

N. I.

LE DIRECTEUR D'ECH-CHOUROUK
REVIENT SUR SON ARRESTATION
PAR SCOTLAND YARD À LONDRES

«Les services de renseignements britanniques ont tenté de m'enrôler»

Le directeur de publication du quotidien algérien arabophone *Ech-Chourouk El-Youmi*, M. Ali Fodhil, a déclaré que les services des renseignements britanniques, qui l'ont interpellé lors de son déplacement dans le royaume il y a quelques jours, ont tenté de l'enrôler. Dans un entretien accordé à *Algérie News*, Ali Fodhil est revenu en détail sur les circonstances de son arrestation puis sur l'interrogatoire auquel il a été soumis.

L'interrogatoire avait duré cinq heures, rappellent-ils. M. Ali Fodhil affirme, en fait, avoir été gardé pendant cinq heures dans les locaux de Scotland Yard où on a vainement essayé de lui soutirer des renseignements relatifs aux sources d'informations du journal concernant les questions sécuritaires. En parlant de l'agent qui le questionnait, Ali Fodhil dira qu'«il commençait à m'interroger sur les détails du fonctionnement interne du journal, jusqu'à ce qu'il abordât le volet des sources d'informations. J'ai refusé de répondre à la question», affirme-t-il «pour des raisons inaliénables», précise-t-il.

Le dirigeant d'*Ech-Chourouk*, qui qualifie l'interrogatoire de «réquisitoire», ajoute que l'agent en question lui a carrément demandé de coopérer avec les services des renseignements de son pays, avant de modérer le ton en usant du terme «échange d'informations».

Devant le refus de Ali Fodhil de céder à la pression et à la proposition de l'agent, ce dernier lui avoua que «beaucoup de titres arabes procèdent de la sorte et approuvent cette collaboration», explique-t-il encore.

Lyès Menacer